

Combattre la précarité

De la "fracture sociale" de 1995 à l'insécurité de 2003 : alors que le candidat Chirac de 1995 s'élevait contre la fracture sociale, fléau de notre société, le candidat Chirac 2002 a appuyé son argumentation sur la trilogie "insécurité-immigration-jeunes" fléau du nouveau siècle. De victimes, les "précaires" sont devenus des coupables en puissance... sauf certains jours. Ça n'est qu'en prenant en compte les "providentiels" SDF et forains que la ville de Bayonne a atteint le seuil intéressant des 40000 habitants lors du dernier recensement.

La répression qui s'exerce sur les personnes en difficulté est rude (lois "Sarkozy"), accentuée par la baisse du "seuil de tolérance", également ressenti au niveau des associations de revendications.

La précarisation se généralise (travail, logement) et de nouveaux exclus font leur entrée dans les associations de soutien et de lutte, qui sont confrontées à des situations d'urgence de plus en plus nombreuses. Les nouveaux exclus semblent avoir une capacité de résistance, de prise de conscience plus grande : il s'agit d'anciens "inclus", initialement plus privilégiés. Les exclus de longue date éprouvent d'immenses difficultés à entrer "en résistance" du fait de l'extrême fragilité de leur quotidien et de leur moral.

Aider ces personnes à se projeter à moyen et long terme relève de l'intérêt général (la mafia croît sur ces terrains de pauvreté), mais les moyens sont insuffisants. La pauvreté naît des effets d'une politique ultralibérale (flexibilité de l'emploi) qui subordonne la valeur de l'humain à sa productivité financière. Les organismes d'Etat et les associations tentent de s'opposer aux effets d'une politique qu'il n'est pas "conseillé" de remettre en cause. La baisse des budgets et des aides allouées au social baissant, il est mathématiquement logique (et moralement inacceptable) que la précarité gagne du terrain. Les solutions apportées par les institutions sont quasiment inexistantes pour la précarité extrême.

quelques chiffres bayonnais

200 à 300 personnes passent tous les jours au "Point Jour" de Bayonne. (Les sans-abris peuvent s'y doucher et conserver ainsi une hygiène relative)

18 demandes pour chaque offre de vente d'une maison au Pays Basque.

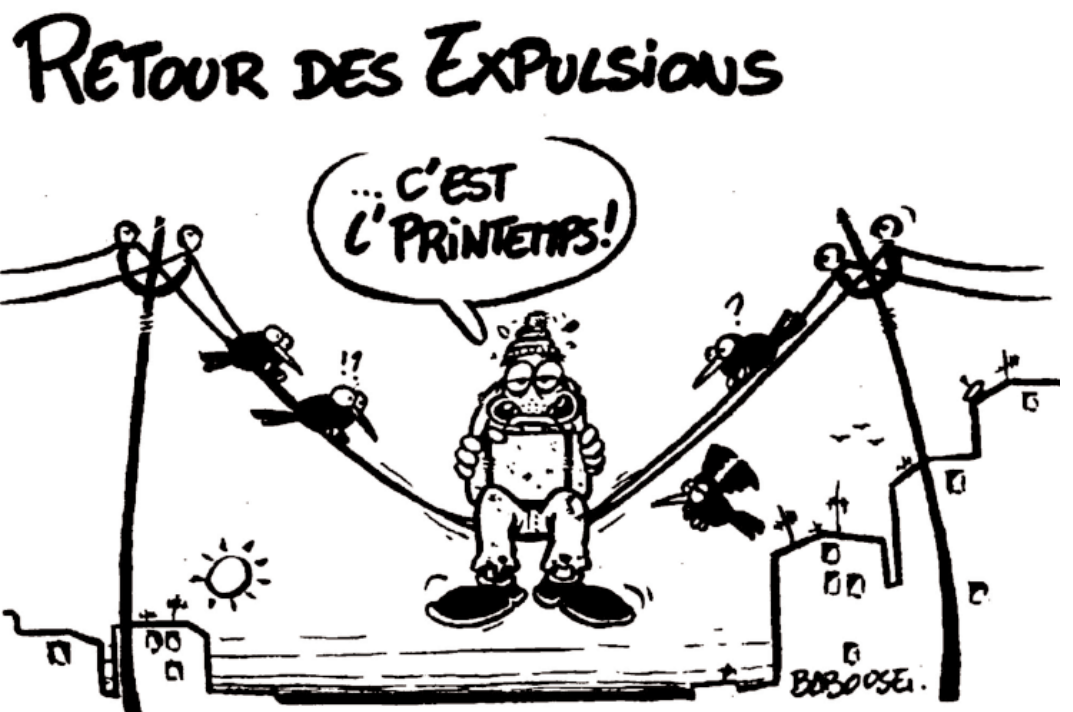
3000 demandes de logements sociaux sur le BAB.

Se rapprocher de la parole

Le mouvement *No Vox*, auquel participe Jean-Baptiste Eyraud tend à remobiliser les précaires afin qu'ils fassent entendre leurs voix dans les grands rassemblements altermondialistes. Une véritable démocratie participative ne saurait faire l'économie d'une véritable représentativité : concernant les précaires et exclus, c'est une grande difficulté, compte tenu de la dévalorisa-

tion qu'induisent les situations d'exclusion. La mobilisation des précaires relève plus souvent d'une volonté extérieure que d'une organisation spontanée.

Créer une dynamique autour de micro-projets : dépôt collectif de dossier d'inscription à l'Assedic. Des actions d'occupation ont donné lieu à un face à face calme avec les forces de l'ordre : l'action collective a créé un pouvoir perceptible par tous, qui restaure une dignité et une responsabilité à des hommes et des femmes désespérés, souvent acculés à des actions in-



dividuelles violentes qui les transforment en coupables. Malheureusement, ces actions n'ont pas été diffusées en tant que modèles et il est concrètement difficile de s'y référer.

Gilles et Rachel parlent de leur cas. Locataires à Bayonne d'un appartement déclaré "en péril imminent l'an dernier, ils sont expulsables le 3 mai 2003 (13 jours après le forum). Le propriétaire et la mairie n'ont pas fait de proposition de relogement satisfaisante. Disposant de peu de moyens financiers, ils ont tout de même fait des démarches auprès du tribunal contre l'avis d'expulsion. Il s'agit-là d'un cas concret qui mobilise l'attention des participants.

Le responsable du *DAL Pays Basque* parle de la loi de réquisition des logements vides qui n'est pas appliquée. Il évoque la difficulté de faire un travail suivi sans véritable mobilisation.

Sur quoi s'appuyer ?

- La Charte des droits sociaux, discutée au même moment dans un autre atelier.
- L'intérêt des médias pour la précarité serait un levier considérable sur l'opinion publique et politique.

Il a été difficile au cours de cet atelier de sortir des constats sur la situation que la politique sécuritaire aggrave encore. Les difficultés de fonctionnement que rencontrent les associations sur le terrain ne permettent pas vraiment de construire une offensive réelle. Un travail sur tous les fronts semble nécessaire : les insuffisances des médias, la Charte des droits sociaux (voir ateliers correspondants) participent de ce tableau sombre.

Les propositions concrètes

- Organiser des actions de "bail forcé" : occupation des locaux, lancement d'une procédure et négociation avec l'agence immobilière.
- La représentativité locale : participation de SDF à un prochain débat (les actions des associations sont-elles cohérentes avec les attentes des intéressés ?).